



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE  
DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP  
A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**\*\*\***

**INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES**

**\*\*\***

Le présent dossier de candidature est composé des documents suivants :

- le dossier à compléter ;
- la liste des directions offertes ;
- la fiche d'information sur le métier d'inspecteur des Finances publiques.

**Date limite de dépôt des dossiers de candidature :  
29 janvier 2021**



RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP  
A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

\*\*\*

DOSSIER DE CANDIDATURE  
à un emploi d'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES  
à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021

Date limite de dépôt des candidatures : le 29 janvier 2021

1 - Directions sollicitées

(classées par ordre de préférence décroissant)

*Se reporter à la liste des directions  
proposées jointe au dossier de  
candidature.*

Choix	Département ou Code dir°	Libellé Direction (ex : DDFIP de l'Ain)
1 -	.....	.....
2 -	.....	.....
3 -	.....	.....
4 -	.....	.....
5 -	.....	.....

***Vous devez déposer autant de dossiers  
que de directions sollicitées, dans la  
limite de 5 directions.***

***Aucune copie de votre dossier ne sera  
faite pour les autres directions  
sollicitées.***

***Attention : le classement des directions  
par ordre de préférence doit être  
identique pour tous les dossiers  
déposés sous peine de rejet de la  
candidature.***

2 - Renseignements concernant le candidat

M. Nom de naissance : .....

Mme Nom d'usage : .....

Prénoms : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone Domicile : ..... - ..... - ..... - ..... - ..... Portable : ..... - ..... - ..... - ..... - .....

Adresse électronique : .....

Né(e) le : ..... / ..... / .....

à ..... (ville – département) ..... (pays si naissance hors de France)

N° de Sécurité Sociale : /\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/

Nom et prénom du père : ..... né le : ...../...../.....

Nom de naissance et prénom de la mère : ..... née le : ...../...../.....

Situation familiale :  Célibataire  Marié(e)  Concubin(e)  Pacsé(e)

Divorcé(e)  Séparé(e)  Veuf(e)

Nombre d'enfants à charge : .....

Le cas échéant, exercez-vous une activité professionnelle ?  oui  non

Si oui laquelle ? : .....

Dans quel secteur ? :  privé

public (**Attention : ce recrutement n'est pas offert aux personnes ayant la qualité de fonctionnaire**)

Dans quelle localité ? : .....

Diplôme ou titre professionnel le plus élevé reconnu, visé ou délivré par l'Etat : .....

Comment avez vous eu connaissance de ce recrutement? :  courriel de « [lettreinfo@hanploi.com](mailto:lettreinfo@hanploi.com) » avec lien sur le portail du ministère de l'économie et des finances

site internet (lequel ?) : .....

presse  autre : .....

**3 - Pièces à joindre au dossier de candidature**

1 -  lettre de motivation ;

2 -  curriculum vitae ;

3 -  photocopie recto verso d'une pièce d'identité justifiant de la nationalité française ou d'une pièce justifiant que vous êtes ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (c'est-à-dire de l'un des Etats suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni selon condition de sortie de l'union européenne, Slovaquie, Slovénie, Suède ou de la Suisse). Un certain nombre d'emplois auxquels conduisent les concours sont réservés aux seuls ressortissants français. Ces emplois sont ceux qui présentent des prérogatives de puissance publique.

- 4 -  une des pièces indiquées ci-après justifiant être bénéficiaire de l'obligation d'emploi :
- notification de la décision de la CDAPH ou de la COTOREP reconnaissant la qualité de travailleur handicapé ou attestation de demande de reconnaissance en cours, (Date de validité de la reconnaissance : du ...../...../..... au ...../...../.....)
  - pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 %, l'attestation de versement d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire,
  - attestation de versement d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain,
  - attestation de versement d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
  - copie de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité » telle que définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles,
  - attestation de versement de l'allocation aux adultes handicapés,
  - pour les anciens militaires et assimilés, l'attestation de versement d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.
- 5 -  copie du titre professionnel ou diplôme de niveau 6 minimum reconnu, visé ou délivré par l'Etat (ex : licence)
- Intitulé du titre ou diplôme : .....
- délivré le ...../...../..... par .....
- 6 -  un justificatif de la participation à la « journée défense et citoyenneté » **uniquement pour les candidats âgés de moins de 25 ans** à la date du recrutement. Si cette obligation n'a pas encore été effectuée, fournir l'attestation provisoire « en instance de convocation » à la JDC, ou l'attestation individuelle d'exemption, ou l'attestation de situation administrative (en cas de perte du justificatif).

A ....., le .....

(signature du candidat)

#### **4. Où déposer votre dossier de candidature ?**

Vous adresserez vos dossiers de candidature aux ***directions sollicitées*** (les coordonnées figurent sur la liste des directions offertes pour le poste d'inspecteur des Finances publiques jointe au dossier de candidature).

***Vous devez déposer autant de dossiers que de directions sollicitées, dans la limite de 5 directions pour un emploi d'inspecteur des Finances publiques.***

***Aucune copie du dossier ne sera faite pour les autres directions demandées.***

**Date limite de dépôt des dossiers de candidature le 29 janvier 2021**

**(Cachet de la poste faisant foi)**

**Tout dossier incomplet et/ou transmis hors délais sera rejeté.**

#### **5. Quelle suite sera donnée à votre candidature ?**

Les candidatures feront l'objet d'un premier examen à la suite duquel les directions pourront convoquer les candidats sélectionnés à un ***entretien***.

A cette occasion, la Direction générale des Finances Publiques vérifie la ***validité des pièces du dossier de candidature*** ainsi que les conditions générales d'accès aux emplois publics (nationalité, droits civiques, casier judiciaire et position régulière au regard de la « journée défense et citoyenneté »).

Les candidats non sélectionnés sont avisés par les directions du rejet de leur candidature.

Le recrutement des candidats ***retenus à l'issue des entretiens*** est ensuite subordonné à la ***vérification de leur aptitude à un emploi public de l'État et la compatibilité de leur handicap avec l'emploi postulé par un médecin agréé.***

En l'absence de tout empêchement, il est procédé à la ***signature du contrat*** d'engagement (contrat à durée déterminée d'un an, à l'issue duquel le candidat a vocation à être titularisé).

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE  
DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP A L'EMPLOI  
D'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES**

**\*\*\***

**LISTE DES DIRECTIONS OFFERTES**

<b>DIRECTION : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques</b>			<b>Adresse d'envoi des dossiers de candidature</b>	<b>Correspondant</b>	<b>Tél</b>	<b>Nombre de postes</b>
010	DDFIP	AIN	11 Bd Maréchal Leclerc BP 40423 01012 Bourg-en-Bresse	Mme LAMBERT Françoise	04-74-45-68-43	<b>1</b>
060	DDFIP	ALPES- MARTIMES	15bis rue Delille 06073 Nice Cedex 1	Mme CANUTO Mylène	04-92-17-62-93	<b>1</b>
130	DRFIP	BOUCHES DU RHONE	16 rue Borde 13357 Marseille Cedex 20	Mme DOISELET Pascale	04-91-17-93-74	<b>1</b>
160	DDFIP	CHARENTE	3 rue Pierre Labachot - CS 12222 16022 Angoulême Cedex	Mme PUJOL Myriam	05-45-94-37-33	<b>1</b>
170	DDFIP	CHARENTE- MARITIME	24 avenue de Fétilly - BP 40587 17021 La Rochelle Cedex 1	Mme ELOY Christine	05-46-00-96-86	<b>1</b>
250	DDFIP	DOUBS	63 quai Veil-Picard 25030 Besançon Cedex	Mme BUGNET Monique	03-81-25-21-65	<b>1</b>
290	DDFIP	FINISTERE	7A, allée Couchouren - CS 91709 29107 Quimper Cedex	Mme GUILLOU Isabelle	02-98-98-36-09	<b>1</b>
310	DRFIP	HAUTE- GARONNE	34 rue des Lois 31039 Toulouse Cedex 9	Mme BETTANE Chantal	05-61-10-68-03	<b>1</b>
330	DRFIP	GIRONDE	24 rue François de Sourdis - BP 908 33060 Bordeaux Cedex	Mme VIDES Sophie	05-56-90-77-76	<b>1</b>
380	DDFIP	ISERE	8 rue de Belgrade 38022 Grenoble Cedex	Mme JACQUOT Arielle	04-76-85-74-45	<b>1</b>
420	DDFIP	LOIRE	11 rue Mi-Carême – BP 20502 42007 Saint-Etienne Cedex 1	Mme PLOMB Dominique	04-77-47-86-15	<b>1</b>
440	DRFIP	LOIRE- ATLANTIQUE	4 quai de Versailles – BP 93503 44035 Nantes Cedex 1	Mme RUSAFI Christel	02-40-20-76-77	<b>1</b>

<b>DIRECTION : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques</b>			<b>Adresse d'envoi des dossiers de candidature</b>	<b>Correspondant</b>	<b>Tél</b>	<b>Nombre de postes</b>
450	DRFIP	LOIRET	4 place du Martroi - BP 2435 45032 Orléans Cedex 1	Mme COSSON Blandine	02-38-79-68-12	<b>1</b>
490	DDFIP	MAINE-ET-LOIRE	1 rue Talot – BP 84112 49041 Angers Cedex 01	Mme BONDU Marie- Chantal	02-41-20-22-89	<b>1</b>
510	DDFIP	MARNE	12 rue de Ste Marguerite 51022 Châlons-en- Champagne Cedex	Mme LECRIVAIN Isabelle	03-26-69-53-30	<b>1</b>
560	DDFIP	MORBIHAN	35, bvd de la Paix - BP 510 56019 Vannes Cedex	M. EVANNO Michel	02-97-68-17-89	<b>1</b>
570	DDFIP	MOSELLE	1 rue François de Curel – BP 41054 57036 Metz Cedex 1	M. VANDENBUSSCHE Christophe	03-87-38-67-40	<b>1</b>
640	DDFIP	PYRENEES- ATLANTIQUE	8 place d'Espagne 64019 Pau Cedex	M. PONTIS Guy	05-59-82-24-62	<b>1</b>
670	DRFIP	BAS-RHIN	4 place de la République - CS 51022 67070 Strasbourg Cedex	Mme GLORIOD Elisabeth	03-88-56-55-37	<b>1</b>
690	DRFIP	RHONE	3, rue de la Charité 69268 Lyon Cedex 02	Mme BARGEON Annie	04-72-40-84-28	<b>1</b>
750	DRFIP	PARIS	94, rue Réaumur 75104 Paris Cedex 02	M. DEMKOFF Serge	01-77-48-92-39	<b>2</b>
870	DDFIP	HAUTE-VIENNE	31 rue Montmailler 87043 Limoges Cedex	Mme LAURAS Pascale	05-55-45-70-74	<b>1</b>
930	DDFIP	SEINE-SAINT- DENIS	13 esplanade Jean Moulin 93009 Bobigny Cedex	Mme SAAD Isabelle	01-48-96-61-38	<b>2</b>
A35	DIRECTION NATIONALE DES VERIFICATIONS DE SITUATIONS FISCALES		34 rue Ampère - BP 56 75825 Paris Cedex 17	Mme BELGRAND Claude	01-44-01-67-68	<b>1</b>
A40	DIRECTION NATIONALE D'ENQUETES FISCALES		6 bis rue Courtois 93695 Pantin Cedex	Mme ROGE Joëlle	01-49-91-81-12	<b>1</b>
B10	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL IDF		274 av. du Président Wilson 93211 Saint-Denis-la-Plaine Cedex	Mme CARITTE Mireille	01-55-93-53-29	<b>1</b>
B31	DIRECTION DES IMPOTS DES NON-RESIDENTS		10 rue du Centre - TSA 40004 93160 Noisy-le-Grand	M. ALTAVILLA Philippe	01-57-33-85-22	<b>1</b>

# FICHE D'INFORMATION SUR LE METIER D'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

## Emploi de catégorie A

### **FORMATION INITIALE**

D'une durée d'une année, elle est composée d'une formation théorique probatoire dans un des établissements de formation de l'Ecole Nationale des Finances Publiques (établissement de Clermont-Ferrand dans le Puy-de-Dôme et de Noisiel en Seine-et-Marne), suivie d'une formation pratique probatoire dans la direction de recrutement et sur le poste d'affectation ou, le cas échéant, dans l'intérêt du service, sur un poste identique.

Ces deux périodes de formation donnent lieu à une évaluation, en vue de la titularisation dans le grade d'inspecteur des Finances publiques.

Les stagiaires reçoivent, notamment, une formation au management et à la communication, une formation financière, juridique, économique, comptable et technique.

### **FONCTIONS**

Les inspecteurs des Finances Publiques peuvent exercer différentes fonctions qui nécessitent toutes un niveau élevé de compétence en matière juridique, fiscale et comptable, vous pourrez notamment :

- ✓ dans un service des impôts des particuliers (SIP) ou dans un service des impôts des entreprises (SIE), piloter la mission d'accueil en assurant un rôle d'expertise sur les dossiers complexes ;
- ✓ dans un pôle de recouvrement spécialisé (PRS), apporter un soutien technique sur les recouvrements à fort enjeu ;
- ✓ dans un pôle de contrôle et d'expertise (PCE), assurer le contrôle sur pièces des dossiers des professionnels ;
- ✓ en tant que vérificateur, travailler au contact direct du monde économique à travers les contrôles fiscaux d'entreprises ou de particuliers ;
- ✓ dans un service dépenses de l'Etat d'une DDFIP/DRFIP, encadrer une équipe et superviser notamment le traitement des actes de dépenses (dépenses de fonctionnement, d'investissement, marchés publics) émanant des services ordonnateurs ;
- ✓ dans une DDFIP/DRFIP, exercer votre métier d'inspecteur sur des fonctions supports en tant que chef du service des ressources humaines, de la formation professionnelle ou encore du budget-logistique ;
- ✓ dans un centre des finances publiques être responsable ou adjoint, chargé d'un secteur d'animation et d'expertise dans le secteur public local et avoir un rôle de conseil et de référent auprès des ordonnateurs en matière de finances locales ;
- ✓ en tant que rédacteur dans le réseau ou en administration centrale, procéder à des expertises techniques dans votre spécialité ;
- ✓ en tant qu'huissier, participer sur le terrain au recouvrement forcé des produits d'Etat, locaux et divers.